



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 75.409/VR
du 1^{er} mars 2024

advies 75.409/VR
van 1 maart 2024

sur

over

un avant-projet de loi, un
avant-projet de décret de la
Communauté française et un
avant-projet de décret de la
Région wallonne ‘portant
assentiment à l’accord de
coopération entre l’État
fédéral, la Communauté
française et la Région
Wallonne relatif à la guidance
et au traitement des auteurs
d’infractions à caractère
sexuel’

een voorontwerp van wet, een
voorontwerp van decreet van
de Franse Gemeenschap en een
voorontwerp van decreet van
het Waalse Gewest ‘houdende
[instemming met] het
[samenwerkingsakkoord]
tussen de Federale Staat, de
Franse Gemeenschap en [het]
Waalse Gewest inzake de
begeleiding en behandeling
van daders van seksueel
misbruik’

Le 19 janvier 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord, la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles de la Communauté française et la Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours *, sur un avant-projet de loi et des avant-projets de décrets 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région Wallonne relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel'.

Les avant-projets ont été examinés par les chambres réunies le 27 février 2024. Les chambres réunies étaient composées de Patrick RONVAUX, président de chambre, président, Pierre LEFRANC, président de chambre f.f., Toon MOONEN, Dimitri YERNAULT, Tim CORTHAUT et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT et Johan PUT, assesseurs, et Wim GEURTS et Béatrice DRAPIER, greffiers.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditrice, et Peter SCHOLLEN, auditeur-adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX et Tim CORTHAUT, conseillers d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} mars 2024.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 19 januari 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee, de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel van de Franse Gemeenschap en Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen* een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet, een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap en een voorontwerp van decreet van het Waalse Gewest 'houdende [instemming met] het [samenwerkingsakkoord] tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap en [het] Waalse Gewest inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik'.

De voorontwerpen zijn door de verenigde kamers onderzocht op 27 februari 2024. De verenigde kamers waren samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre LEFRANC, wnd. kamervoorzitter, Toon MOONEN, Dimitri YERNAULT, Tim CORTHAUT en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Jacques ENGLEBERT en Johan PUT, assessoren, en Wim GEURTS en Béatrice DRAPIER, griffiers.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur, en Peter SCHOLLEN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX en Tim CORTHAUT, staatsraden.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 maart 2024.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique des avant-projets[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les avant-projets appellent les observations suivantes.

PORTÉE DES AVANT-PROJETS

Les avant-projets de loi et de décrets soumis pour avis visent à ce que l'autorité fédérale, la Communauté française et la Région wallonne portent assentiment à un nouvel accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne 'relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel'. Cet accord de coopération se substitue à l'accord de coopération du 8 octobre 1998 entre l'État fédéral et la Région wallonne 'relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel' (ci-après : l'accord de coopération de 1998). L'article 11 de l'accord de coopération en projet prévoit l'abrogation de l'accord de coopération de 1998 dès l'entrée en vigueur du nouvel accord de coopération.

À l'instar de l'accord de coopération de 1998, l'accord de coopération en projet vise à régler la coopération des différentes autorités concernées en ce qui concerne l'accompagnement et le traitement psychologique et social des auteurs d'infractions à caractère sexuel et des personnes suspectées d'avoir commis une infraction à caractère sexuel (ci-après : AICS) dans le cadre de divers régimes légaux visant le suivi de ce groupe cible dans un cadre judiciaire (voir l'article 2 de l'accord de coopération en projet, à comparer avec l'article 2 de l'accord de coopération de 1998). À cet effet, il est à nouveau prévu de créer ou d'agréer deux types d'« équipes spécialisées » chargées, selon une approche pluridisciplinaire, de la guidance et du traitement des AICS. Il s'agit plus particulièrement d'« équipes psychosociales » (encore appelées « équipes psychosociales spécialisées » dans l'accord de coopération de 1998) actives dans l'environnement fermé, notamment, des établissements pénitentiaires et des établissements et départements pour la protection de la société, et d'« équipes de santé spécialisées », qui sont des équipes externes spécialisées dans la guidance et le traitement extra-pénitentiaire ambulatoire et résidentiel. Les équipes psychosociales sont généralement installées par le ministre de la Justice dans les établissements fédéraux, mais aussi par le ministre wallon de la Santé dans quelques établissements de santé (voir l'article 3 de l'accord de coopération en projet, à comparer avec l'accord de coopération de 1998), tandis que les équipes de santé spécialisées sont agréées par le ministre wallon de la Santé (voir l'article 5 de l'accord de coopération en projet, à comparer avec les articles 7 à 11 de l'accord de coopération de 1998). Par ailleurs, le subventionnement par le ministre de la Justice d'un « centre d'appui », qui soutient entre autres les équipes spécialisées et réalise des recherches scientifiques sur la problématique des AICS, est à nouveau prévu (voir l'article 4 de l'accord de coopération en projet, à comparer avec les articles 5 et 6 de l'accord de

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi et d'avant-projets de décrets, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

coopération de 1998 qui faisaient encore mention de « centres d'appui », bien qu'en pratique, dans la région de langue française, seul un centre d'appui soit actif, dont le subventionnement sera poursuivi), et un rôle crucial est à nouveau attribué aux assistants de justice dans le suivi des AICS individuels et comme carrefour de l'information entre tous les services et autorités judiciaires impliqués dans la guidance et le traitement (voir l'article 6 de l'accord de coopération en projet, à comparer avec l'article 4 de l'accord de coopération de 1998).

La raison du renouvellement de l'accord de coopération réside, d'une part, dans le fait que, dans le cadre de la Sixième Réforme de l'État, la compétence concernant « [l']organisation, le fonctionnement et les missions des maisons de justice, et du service compétent pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique » a été transférée de l'État fédéral aux communautés (voir l'article 5, § 1^{er}, III, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', ci-après : la « LSRI »). De ce fait, depuis quelque temps déjà, la Région wallonne, à qui la Communauté française a transféré l'exercice d'une part importante de ses compétences en matière de politique de santé, visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la LSRI, et en matière d'aide aux personnes, visée à l'article 5, § 1^{er}, II, de la LSRI ¹, n'est *de facto* plus seule concernée par la coopération, mais la Communauté française, qui met les assistants de justice à disposition, l'est également. L'accord de coopération en projet vise à cet égard à intégrer formellement la Communauté française dans l'accord en tant que partenaire.

D'autre part, le motif du renouvellement réside dans l'évolution du cadre légal dans lequel s'inscrit le suivi des AICS. Depuis 1998, non seulement le droit pénal sexuel a été renouvelé, mais le droit de l'exécution des peines, entre autres, a lui aussi évolué avec l'adoption de la loi du 17 mai 2006 'relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine', et la peine de probation autonome a par exemple été instaurée ². L'accord de coopération en projet souhaite tenir compte de ces évolutions.

COMPÉTENCE

1. L'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la LSRI permet à l'État fédéral, aux Communautés et aux Régions de conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointes de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun.

¹ Voir l'article 3 du décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 'relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française' et l'article 3 du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 'relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française'.

² Voir la loi du 10 avril 2014 'insérant la probation comme peine autonome dans le Code pénal, et modifiant le Code d'instruction criminelle, et la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation'.

Les accords de coopération sont conçus comme un complément au principe des compétences exclusives de l'État, des Communautés et des Régions. Ils permettent notamment de résoudre la difficulté, inhérente à un système de compétences exclusives, de mener une politique commune³. Il est alors essentiel que les compétences soient exercées conjointement, ce qui suppose une participation de chacune des parties concernées par l'accord de coopération ou de leurs composantes. Bien que toute forme de coopération implique inévitablement une limitation de l'autonomie des autorités concernées, la conclusion d'un accord de coopération au sens de l'article 92bis précité ne peut entraîner un échange, un abandon ou une restitution de compétences⁴.

Il faut également tenir compte du fédéralisme financier, qui constitue l'un des principes fondamentaux des réformes de l'État belge et implique que la compétence de l'autorité fédérale, des Communautés et des Régions de réaliser des dépenses dans le cadre de leur politique publique ou sous la forme de subventions à des organismes de droit public ou de droit privé, est subordonnée à la compétence matérielle à laquelle ces moyens financiers sont affectés, sous la réserve des exceptions éventuelles prévues par la Constitution ou une loi adoptée à une majorité spéciale⁵.

³ *Doc. parl.*, Sénat, 1988, n° 405-2, p. 47.

⁴ C.C., 3 mars 1994, n° 17/1994, B.5.3 ; C.C., 8 mai 2014, n° 73/2014, B.15.2 ; C.C., 3 décembre 2015, n° 171/2015, B.12. Voir aussi C.C., 23 juin 2011, n° 112/2011, B.3.2, et la jurisprudence constante du Conseil d'État, entre autres : l'avis C.E. 45.614/AV du 13 janvier 2009 sur un avant-projet devenu le décret de la Région flamande du 11 décembre 2009 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord [van 28 mei 2009] tussen het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest met betrekking tot de implementatie van de bedrijfstoelageregeling', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2009, n° 109/1, pp. 13-14, observation 2.2.2 ; l'avis C.E. 52.324/AG/4-52.325/AG/4 des 4 et 14 janvier 2013 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 'portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 21 novembre 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif aux articles 42 et 44 de la Convention internationale des droits de l'enfant', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2013-2014, n° 1024/1, pp. 5-6, observation 3 ; l'avis C.E. 61.302/VR du 18 mai 2017 sur un avant-projet devenu le décret de la Région flamande du 1^{er} décembre 2017 'houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 17 juli 2017 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijke Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van de erkende erediensten, waarvan het grondgebied meer dan één deelstaat bestrijkt', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2017-2018, n° 1303/1, p. 21, observation 4.1 ; l'avis C.E. 63.949/VR/V du 31 juillet 2018 sur un avant-projet d'ordonnance du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'portant assentiment de l'Accord de coopération du 20 novembre 2017 entre les autorités fédérales, régionales et communautaires pour la coordination du traitement de données dans les domaines de la politique de santé et de l'aide aux personnes', observation 4.4.

⁵ Voir l'avis C.E. 26.248/1 du 1^{er} avril 1997 sur un avant-projet devenu la loi du 18 juillet 1997 'créant un programme de mise à disposition de chercheurs scientifiques au bénéfice des établissements d'enseignement universitaire et des établissements scientifiques fédéraux', observation 2.1 ; l'avis C.E. 47.354/1/3 du 29 octobre 2009 sur un avant-projet devenu le décret du 18 décembre 2009 'houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2010', p. 16 ; l'avis C.E. 50.972/3 du 23 février 2012 sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 mars 2012 'tot wijziging van het Energiebesluit van 19 november 2010, wat betreft de vaststelling van een rentesubsidie voor de leningen toegestaan aan de Lokale Entiteiten die een overeenkomst hebben gesloten met het Fonds ter reductie van de globale energiekost', note de bas de page 5.

2. En l'espèce, le question pourrait se poser de savoir si les activités des équipes spécialisées ne relèveraient pas au moins partiellement de la matière de « l'aide sociale aux détenus, en vue de leur réinsertion sociale » visée à l'article 5, § 1^{er}, II, 7°, de la LSRI, que la Communauté française a exclu des compétences en matière d'aide aux personnes, et dont elle a transféré l'exercice à la Région wallonne, ce qui a pour effet que l'autorité fédérale et la Région wallonne exerceraient et financeraient une partie de ses compétences. Cette question a toutefois déjà été clarifiée par la Cour constitutionnelle en réponse à un recours en annulation introduit entre autres contre les actes d'assentiment à l'accord de coopération de 1998. Compte tenu des missions similaires de ces équipes dans l'accord de coopération en projet, cette appréciation reste d'actualité :

« B.3.4. L'analyse du contenu des accords de coopération proprement dits (B.1.2 et B.1.3) fait apparaître que la politique de coopération mise en place n'implique en aucun cas, dans le chef de l'autorité fédérale, l'abandon de ses compétences exclusives en matière pénale, ni relativement à la délinquance sexuelle, ni en matière d'exécution des peines. Ces accords en effet ne modifient en rien ni les compétences de l'autorité fédérale quant à la définition des infractions et des sanctions relatives aux abus sexuels ni ses compétences quant à la libération conditionnelle des détenus ou encore en matière de défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude. Les équipes psychosociales spécialisées mises en place par les accords litigieux dans les établissements pénitentiaires et les établissements ou sections de défense sociale restent, en effet, sous l'autorité exclusive du ministre de la Justice. Quant aux centres d'appui ou aux équipes spécialisées qui relèvent de l'autorité des ministres flamands ayant la santé ou l'aide aux personnes dans leurs attributions et aux équipes de santé spécialisées qui relèvent de l'autorité du ministre wallon de la Santé, ils ne peuvent prendre en charge que la guidance ou le traitement extra-pénitentiaire des auteurs d'abus sexuels ou, le cas échéant, donner un avis sur le diagnostic et les possibilités de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel incarcérés ou faisant l'objet d'une mesure de défense sociale. Dans ce cas, ils doivent respecter les compétences des équipes psychosociales spécialisées des établissements pénitentiaires et de défense sociale (article 9, 1°, des deux accords de coopération).

B.3.5. Il résulte de ce qui précède que, contrairement à ce que soutient la partie requérante, l'autorité fédérale n'a abandonné ses compétences exclusives ni en matière d'exécution des peines ni en matière pénale. Les accords de coopération ont pour seul objet de mettre en œuvre, conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, précité de la loi spéciale du 8 août 1980, une politique coordonnée en vue du traitement, de la guidance et de l'accompagnement des délinquants sexuels, politique qui, en son aspect pénal, relève de la compétence exclusive de l'Etat fédéral et qui, sous réserve de ce qui sera examiné dans le second moyen, relève en partie des compétences propres attribuées aux communautés en matière de politique de santé et d'aide aux personnes, en particulier par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Il résulte de ceci que les articles 39, 127, 128 et 134 de la Constitution ne sont pas violés. Par ailleurs, en ce que le moyen est pris de la violation de l'article 35 de la Constitution, il ne peut être accueilli, cette disposition n'étant pas entrée en vigueur.

[...]

B.5.3. L'article 7 de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région wallonne charge le ministre wallon de la Santé d'agréer un réseau d'équipes de santé spécialisées répondant au moins aux critères fixés à l'article 8. Il ressort tant de la dénomination de ces équipes que des missions qu'elles doivent accomplir qu'il ne s'agit pas de l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, visée à l'article 5, § 1^{er}, II, 7°, de la loi spéciale du 8 août 1980, mais d'une forme de dispensation de soins pouvant

être fournie dans le cadre de l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, de la loi spéciale précitée et, pour autant que la guidance prévue par les accords dépasse les aspects médicaux, d'une forme d'aide aux personnes dans le besoin pouvant être fournie dans le cadre de l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, de la même loi spéciale. Il s'agit, par conséquent, d'une matière qui a été transférée à la Région wallonne pour ce qui concerne la région de langue française, en application de l'article 3 du décret II du 22 juillet 1993 »⁶.

Compte tenu de ces constatations, c'est à juste titre que la Communauté française a été associée à l'accord de coopération uniquement en ce qui concerne la mise à disposition des assistants de justice, en exécution des missions que l'État fédéral peut imposer aux maisons de justice sur la base de la réserve de compétence contenue à l'article 5, § 1^{er}, III, de la LSRI⁷.

Il ressort en outre des réponses du délégué que, par rapport à l'accord de coopération de 1998, les missions de soutien aux assistants de justice ont été délibérément omises des missions du centre d'appui afin d'éviter que la Communauté française doive elle aussi contribuer à leur financement. Ces dernières années, contrairement à ce que laissait penser le texte de l'article 5 de l'accord de coopération de 1998, ce centre d'appui a été subventionné non seulement par l'État fédéral, mais aussi par la Région wallonne. Bien que la contribution de la Région wallonne ne ressorte toujours pas actuellement du texte de l'article 4 de l'accord de coopération en projet, le délégué précise que la situation ne changera pas non plus à l'avenir (« Rien n'a été changé à ce sujet »).

Compte tenu de ce qui précède, il peut être admis que l'accord de coopération auquel il est envisagé de porter assentiment n'implique pas d'échange, d'abandon ou de restitution de compétences. Il conviendra toutefois de compléter l'article 4 de l'accord de coopération en projet afin de faire apparaître la contribution de la Région wallonne au subventionnement du centre d'appui.

3. En principe, il n'y a pas d'objection à conclure des accords de coopération asymétriques ni à nouer une coopération asymétrique⁸. Il n'y a donc pas en tant que telle d'objection du point de vue des règles répartitrices de compétences au fait que seuls l'État fédéral, la Région wallonne et la Communauté française soient associés au présent accord de coopération.

⁶ Voir C.C., 13 juillet 2001, n° 101/2001.

⁷ Voir l'article 5, § 1^{er}, III, alinéa 2, de la LSRI : « Toutefois, l'autorité fédérale détermine les missions que les maisons de justice ou les autres services des communautés qui les reprennent, le cas échéant, exercent dans le cadre de la procédure judiciaire ou de l'exécution des décisions ».

⁸ Avis 61.026/VR donné le 5 avril 2017 sur un avant-projet devenu la loi du 30 juin 2017 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à l'accord de coopération entre l'État fédéral et la Région flamande relatif à la régularisation des montants non scindés' (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 54-2473/001, pp. 10 à 22).

Néanmoins, l'État fédéral doit, lors de la mise en œuvre de la coopération, tenir compte des principes constitutionnels d'égalité et de loyauté fédérale. Cela signifie que l'État fédéral se doit, sur le plan de la coopération, de traiter les trois communautés (ainsi que la Région wallonne et la COCOF, puisque cela concerne des compétences communautaires qui leur ont été transférées) en manière telle que les institutions qui relèvent de chaque entité et, par voie de conséquence, les personnes qu'elles desservent, puissent bénéficier des effets de la coordination avec les politiques menées par l'État fédéral. Celui-ci doit donc tout mettre en œuvre pour parvenir à une coopération avec les différentes autorités compétentes en la matière, et ce aux fins de prévenir ou réduire au maximum les différences de traitement entre personnes qui résulteraient d'une asymétrie entre les coopérations menées ⁹.

À cet égard, le délégué a expliqué qu'actuellement des groupes de travail interfédéraux étaient également actifs en vue d'actualiser l'accord de coopération sur la même problématique, également conclu en 1998 par l'autorité fédérale avec la Communauté flamande ¹⁰, ainsi que celui conclu en 1999 avec la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française ¹¹, et en vue de conclure un accord de coopération sur cette même question avec la Communauté germanophone ¹².

⁹ Voir dans le même sens les avis 73.972/VR donné le 28 septembre 2023 sur un avant-projet devenu les décret et ordonnance conjoints de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française du 22 décembre 2023 'relatif à l'organisation de l'ambulatoire et de la première ligne social santé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale' (*Doc. parl.*, Ass. Réun. C.C.C., 2023-2024, n° B-173/1, pp. 43 et 44) et 68.632/1 donné le 29 janvier 2021 sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 décembre 2021 'portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juin 2021 entre la Communauté flamande, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale 'portant sur l'articulation de la politique du marché du travail, de la formation et de la promotion de la mobilité des chercheurs d'emploi' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2021-2022, n° A-409/1, pp. 13 à 18).

¹⁰ Voir l'accord de coopération du 8 octobre 1998 entre l'État fédéral et la Communauté flamande 'relatif à la guidance et au traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel'.

¹¹ Voir l'accord de coopération du 13 avril 1999 entre l'État fédéral, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française 'concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel'.

¹² La Communauté germanophone s'est ralliée à l'accord de coopération avec la Région wallonne et a renforcé le réseau wallon de centres de guidance/traitement avec deux centres de santé mentale, voir *Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n° 1-1166/2, p. 24.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679¹³, combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et l'article 28, § 2, de la directive (UE) 2016/680¹⁴ ainsi que, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les lois et décrets qui portent assentiment à l'accord de coopération doivent être considérés comme des mesures législatives qui se rapportent à un traitement de données à caractère personnel dès lors que l'accord de coopération auquel il est porté assentiment organise l'anonymisation de données à caractère personnel en vue de la recherche scientifique (voir l'observation générale).

Par conséquent, la loi et les décrets d'assentiment doivent être soumis à l'Autorité de protection des données¹⁵.

Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

2. Cette dernière observation s'applique aussi aux éventuelles modifications qui découleraient de l'avis du Collège des procureurs généraux qui, selon la notification du Conseil des ministres, a également été demandé en même temps que l'avis de l'Autorité de protection des données.

¹³ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

¹⁴ Directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil'.

¹⁵ Nonobstant l'applicabilité de la directive (UE) 2016/680, dès lors que l'accord de coopération concerne l'« exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces » au sens de l'article premier, paragraphe 1, de cette directive, l'avis de l'Organe de contrôle de l'information policière ne semble pas devoir être recueilli, les données à caractère personnel, pour autant que le Conseil d'État ait pu le vérifier, ne concernant pas des informations policières telles que celles visées, entre autres, dans la section 12 du chapitre 4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, et leur traitement n'étant pas réalisé par une des entités compétentes énumérées à l'article 26, § 1^{er}, 7^o, de la loi du 30 juillet 2018 (qui ne mentionne pas les assistants de justice ni les centres d'appui). Si tel était tout de même le cas, cet organe devrait aussi être consulté, conformément à l'article 28, paragraphe 2, de la directive (UE) 2016/680, combiné avec l'article 236 de la loi du 30 juillet 2018.

EXAMEN DES AVANT-PROJETS DE LOI ET DE DÉCRET

AVANT-PROJET DE LOI

INTITULÉ

Dans le texte néerlandais de l'intitulé, il manque le mot « samenwerkingsakkoord » entre les mots « het » et « tussen », mieux vaudrait traduire « assentiment à » par « instemming met » que par « goedkeuring van », et il y a lieu d'utiliser l'article « het » et non « de » qui se rapporte à la « Waalse Gewest ».

Article 2

Dans le texte néerlandais de l'article 2 de l'avant-projet de loi, mieux vaudrait faire mention de « Instemming wordt verleend aan ... » plutôt que de « ... wordt goedgekeurd », et il y a lieu d'utiliser l'article « het » et non « de » avec « Waalse Gewest ».

Dans le texte français de l'article 2 de l'avant-projet de loi, il serait préférable d'écrire « Assentiment est donné à ... » plutôt que « ... est approuvé », et les mots « la Communauté germanophone » doivent être remplacés par les mots « la Communauté française et la Région Wallonne ».

AVANT-PROJET DE DÉCRET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Dans l'intitulé, il y a lieu d'indiquer « assentiment à » au lieu de « assentiment de ».

ACCORD DE COOPÉRATION

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

I. Traitement des données à caractère personnel

Plusieurs dispositions de l'accord de coopération imposent aux différentes instances visées une obligation de collaboration « à un modèle d'enregistrement de données ». Interrogés sur cette obligation et la question de savoir si un accord de coopération ultérieur sera conclu à ce sujet, les délégués des Ministres ont expliqué ce qui suit :

« Les données enregistrées seront anonymisées. Pour les opérateurs dépendant de la Région wallonne, il s'agit d'un enregistrement sécurisé dans le coffre-fort des données de santé de la plate-forme numérique des données de santé reconnue par le biais du décret du 16 octobre 2015 insérant certaines dispositions dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives à la reconnaissance d'une plate-forme d'échange électronique des données de santé, publié au moniteur belge du 30 octobre 2015.

La plate-forme est tiers anonymisateur des données qu'elle met, ensuite, à la disposition de l'AVIQ, dans le respect des règles applicables en matière de RGPD.

Un accord de coopération d'exécution consacrera les modalités entre les entités.

L'AC d'exécution ne peut avoir de disposition à portée réglementaire, çàd qu'il doit se contenter de fixer des modalités d'exécution sans créer de nouveaux droits/obligations. Le noyau dur créateur de droit doit se trouver dans l'AC législatif.

Il est important d'avoir en tête les délais des derniers GW. Si l'AC d'exécution n'est même pas en cours de rédaction il va falloir mettre les bouchées double pour espérer une adoption avant la fin de la législature (dernier GW le 6/6/24 --- possibilité d'adopter encore jusqu'au 18/7 pour autant que la procédure ait été initié avant : exemple 1^{ère} lecture fin avril) ».

L'obligation de collaboration « à un modèle d'enregistrement de données » semble donc en réalité viser l'organisation d'un mécanisme d'anonymisation des données. Cela constitue une forme de « garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée » permettant d'assurer le respect du principe de minimisation des données, tel que cela est imposé par l'article 89 du RGPD.

Une telle réutilisation des données traitées par les différents intervenants visés par l'accord de coopération afin de transférer celles-ci auprès d'une plateforme tierce chargée de leur anonymisation avant leur transfert à des fins de recherches scientifiques (l'évaluation de la politique pouvant être assimilée à une finalité de recherche scientifique) ne soulève pas, en soi, d'objection au regard des articles 5 et 89 du RGPD. Cela étant, celle-ci ne ressort pas – à tout le moins pas clairement – de l'accord de coopération.

Le dispositif sera dès lors précisé à ce sujet afin que l'intention poursuivie soit clairement exprimée.

En toute hypothèse, il n'est pas approprié de se référer expressément au sein du dispositif à l'exposé des motifs.

En outre, la conclusion d'un accord de coopération d'exécution permettant d'encadrer ce processus d'anonymisation n'est pas prévue par l'accord de coopération examiné.

Le dispositif sera également complété sur ce point.

II. Concordance des langues

Afin d'assurer la concordance des langues, il y a lieu de procéder à une vérification approfondie du texte de l'accord de coopération, en particulier du texte néerlandais. Ainsi, on relèvera à titre d'exemple ce qui suit :

– à l'article 1^{er}, 1^o, le texte français mentionne « l'autorité compétente » et le texte néerlandais « erkende overheid » (le texte français semblant être correct) ;

– à l'article 2, le texte français fait mention de « soupçonnée » et le texte néerlandais de « van wie wordt vermoed » (alors qu'il convient sans doute d'écrire « die ervan verdacht wordt »);

– à l'article 2, 5°, le texte français renvoie à l'article 216^{ter} du Code d'instruction criminelle et le texte néerlandais à l'article 216 (le texte français paraissant être correct) ;

– dans la note de bas de page n° 1 se rapportant à l'article 3, le texte français mentionne « un travail de réflexion quant aux faits et aux éléments propres et externes liés à leur survenance », tandis que le texte néerlandais fait mention de « een denkoefening met betrekking tot de eigen en externe feiten en elementen die verband houden met het zich voordoen ervan » (alors qu'il convient sans doute d'écrire « een denkoefening met betrekking tot de feiten en de eigen en externe elementen die verband houden met het zich voordoen daarvan ») ;

– à l'article 5, dans la subdivision « Critères », 1°, il est question de « responsabilité juridique » dans le texte français et de « rechtspersoonlijkheid » dans le texte néerlandais (le texte néerlandais semblant être correct) ;

– à l'article 5, dans la subdivision « Missions des équipes de santé spécialisées », au 1°, le texte français fait mention de « compétences » et le texte néerlandais de « competenties » (le terme « bevoegdheden » étant sans doute visé) ;

– à l'article 5, dans la subdivision « Missions des équipes de santé spécialisées », aux 2° et 3°, le texte français mentionne « la convention », notion définie à l'article 1^{er}, 8°, et le texte néerlandais « prestatieverbintenissen », alors que le texte néerlandais de l'article 1^{er}, 8°, définit la notion « overeenkomst » ;

– à l'article 5, dans la subdivision « Missions des équipes de santé spécialisées », au 2°, le texte français fait état de la mention dans la décision de « l'obligation de mettre en place un suivi spécialisé » et le texte néerlandais de la mention de « de naam van het gespecialiseerde gezondheidsteam ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Dans le texte néerlandais de l'intitulé, il convient d'écrire « Waalse Gewest » et non « Waals Gewest ».

Article 1^{er}

Interrogés sur la question de savoir ce que recouvrent les « établissements ou services organisés par le gouvernement fédéral pour la protection de la société » et les « établissement[s] reconnu[s] par l'autorité compétente et organisé[s] par un établissement privé capable de prodiguer des soins appropriés à la personne détenue », les délégués des Ministres ont indiqué ce qui suit :

« Il s'agit ici de l'Établissement de défense sociale de Paifve, des centres de psychiatrie légale ainsi que les centres 'autres' (les Marronniers par exemple) susceptibles d'accueillir des internés ».

Article 2

Au regard de l'exposé des motifs, l'énumération figurant à l'article 2, 7°, doit être complétée par une référence à l'article 34^{quater} du Code pénal.

Article 3

À la question de savoir quelle est la portée normative de la liste des équipes psychosociales annexée à l'accord de coopération, il convient de renvoyer à l'arrêt précité n° 101/2001 du 13 juillet 2001 de la Cour constitutionnelle, selon lequel,

« [b]ien qu'une annexe fasse en principe partie intégrante de l'accord de coopération et que l'acte d'assentiment lui confère la même nature juridique que l'accord lui-même, il convient d'observer que tel n'est pas le cas en l'espèce : l'ajout et la modification de la liste qui figurent aux annexes I et III litigieuses n'ont pas fait l'objet d'un accord entre les parties qui ont conclu les accords de coopération, étant donné que l'établissement de ces listes est laissé au pouvoir de décision unilatéral du ministre de la Justice. Il en résulte que les annexes susvisées échappent au contrôle de la Cour »¹⁶.

Article 5

En ce qui concerne les « Critères », 5°, il convient de supprimer les mots « citées à l'article 5, » puisque ce renvoi se situe lui-même déjà au sein de l'article 5.

Par ailleurs, de l'accord des délégués des Ministres, en ce qui concerne les « missions des équipes de santé spécialisées », 1°, il convient non seulement de viser les équipes psychosociales des établissements pénitentiaires et de défense sociale mais également celles des établissements qui relèvent de la compétence du Ministre wallon de la Santé.

Article 7

Il convient de définir ce qu'il y a lieu d'entendre par « les Comités d'accompagnement bruxellois, flamand et germanophone » en se référant aux normes qui les instaurent.

Par ailleurs, dans le texte néerlandais, il y a lieu d'utiliser l'article « het » au lieu de « de » pour les mots « begeleidingscomité » et « jaarverslag ».

¹⁶ Considérant B.7.2. Voir également C.E., 25 mars 1999, n° 79.517, l'Association sans but lucratif CENTRE DE RECHERCHE-ACTION ET DE CONSULTATIONS EN SEXO-CRIMINOLOGIE, en abrégé « CRASC ».

Article 10

Compte tenu de la règle déduite de l'article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, combinée à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires' ainsi qu'à l'article 56 de la loi spéciale du 8 août 1980, selon laquelle un accord de coopération soumis à l'assentiment des parlements entre en vigueur le dixième jour qui suit la date de la publication au *Moniteur belge* de la dernière norme législative d'assentiment à l'accord, il n'est pas nécessaire que l'accord de coopération contienne une disposition particulière relative à son entrée en vigueur, sauf si les parties visent une date précise d'entrée en vigueur, ce qui, en l'espèce, ne semble pas être le cas.

L'article 10 sera dès lors omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de voorontwerpen,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geven de voorontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN DE VOORONTWERPEN

De voor advies voorgelegde voorontwerpen van wet en decreten strekken tot instemming door de federale overheid, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest met een nieuw samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest ‘inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik’. Dit samenwerkingsakkoord komt in de plaats van het samenwerkingsakkoord van 8 oktober 1998 tussen de federale Staat en het Waalse Gewest ‘inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik’ (hierna: het samenwerkingsakkoord van 1998). Artikel 11 van het ontworpen samenwerkingsakkoord voorziet in de opheffing van het samenwerkingsakkoord van 1998 bij de inwerkingtreding van het nieuwe samenwerkingsakkoord.

Zoals het samenwerkingsakkoord van 1998 strekt het ontworpen samenwerkingsakkoord tot het regelen van de samenwerking van de verschillende betrokken overheden met betrekking tot de begeleiding en psychologische en sociale behandeling van de daders en verdachten van seksuele misdrijven (hierna: DSM's) in het kader van verschillende wettelijke regelingen die strekken tot de opvolging van deze doelgroep binnen een gerechtelijk kader (zie artikel 2 van het ontworpen samenwerkingsakkoord, te vergelijken met artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 1998). Daartoe wordt opnieuw voorzien in de oprichting dan wel erkenning van twee soorten ‘gespecialiseerde teams’, die op multidisciplinaire wijze instaan voor de begeleiding en behandeling van DSM's. Het gaat met name om ‘psychosociale teams’ (in het samenwerkingsakkoord van 1998 nog ‘gespecialiseerde psychosociale teams’ genoemd) die werkzaam zijn binnen de gesloten setting van onder meer de penitentiaire inrichtingen en de inrichtingen en afdelingen tot bescherming van de maatschappij, en ‘gespecialiseerde gezondheidsteams’, die externe teams zijn gespecialiseerd in de ambulante en residentiële extrapenitentiaire behandeling en begeleiding. De psychosociale teams worden merendeels ingericht door de minister van Justitie in federale instellingen, maar ook door de Waalse minister van Gezondheid in enkele gezondheidsinstellingen (zie artikel 3 van het ontworpen samenwerkingsakkoord, te vergelijken met artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 1998), terwijl de gespecialiseerde gezondheidsteams worden erkend door de Waalse minister van Gezondheid (zie artikel 5 van het ontworpen samenwerkingsakkoord, te vergelijken met de artikelen 7 tot 11 van het samenwerkingsakkoord van 1998). Ook wordt weer voorzien in de subsidiëring door de minister van Justitie van een ‘steuncentrum’, dat onder meer de

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet en om voorontwerpen van decreet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

gespecialiseerde teams ondersteunt en wetenschappelijk onderzoek verricht over de problematiek van de DSM's (zie artikel 4 van het ontworpen samenwerkingsakkoord, te vergelijken met de artikelen 5 en 6 van het samenwerkingsakkoord van 1998 die het nog hadden over 'steuncentra', hoewel in de praktijk slechts één steuncentrum actief is in het Franse taalgebied, waarvan de subsidiëring zal worden voortgezet), en wordt er weer aan de justitieassistenten een cruciale rol toebedeeld in de opvolging van de individuele DSM's en als informatieknoppunt tussen alle bij de begeleiding of behandeling betrokken diensten en gerechtelijke overheden (zie artikel 6 van het ontworpen samenwerkingsakkoord, te vergelijken met artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 1998).

De reden voor de vernieuwing van het samenwerkingsakkoord ligt enerzijds in het feit dat in het kader van de zesde staatshervorming de bevoegdheid inzake "[d]e organisatie, de werking en de opdrachten van de justitiehuisen en van de bevoegde dienst die de uitwerking en de opvolging van het elektronisch toezicht verzekert" werd overgedragen van de federale Staat naar de gemeenschappen (zie artikel 5, § 1, III, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', hierna: "BWHI"). Hierdoor is reeds enige tijd *de facto* niet meer enkel het Waalse Gewest, aan wie de Franse Gemeenschap de uitoefening van een belangrijk deel van haar bevoegdheden inzake het gezondheidsbeleid, bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de BWHI en de bijstand aan personen, bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de BWHI heeft overgedragen,¹ betrokken in de samenwerking, maar ook de Franse Gemeenschap die nu de justitieassistenten ter beschikking stelt. Het ontworpen samenwerkingsakkoord strekt er in dat opzicht toe de Franse Gemeenschap formeel als partner in het akkoord op te nemen.

Anderzijds ligt de reden voor de vernieuwing in de evolutie van het wettelijk kader waarbinnen de opvolging van de DSM's gebeurt. Sinds 1998 is niet alleen het seksueel strafrecht vernieuwd, maar is onder meer ook het strafuitvoeringsrecht geëvolueerd met de aanname van de wet van 17 mei 2006 'betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten' en werd bijvoorbeeld de autonome probatiestraf ingevoerd.² Het ontworpen samenwerkingsakkoord wenst deze evoluties in rekening te nemen.

BEVOEGDHEID

1. Krachtens artikel 92bis, § 1, eerste lid, van de BWHI kunnen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten samenwerkingsakkoorden sluiten die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijke beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven.

¹ Zie artikel 3 van het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 'relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française', en artikel 3 van het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 'relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française'.

² Zie de wet van 10 april 2014 'tot invoering van de probatie als autonome straf in het Strafwetboek en tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie'.

Samenwerkingsakkoorden zijn bedoeld als een aanvulling op het beginsel van de exclusieve bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten. Er wordt mee beoogd een oplossing te bieden voor de moeilijkheid die erin bestaat om, in een stelsel van exclusieve bevoegdheden, gezamenlijk een beleid uit te werken.³ Essentieel is dat bevoegdheden samen worden uitgeoefend, wat een inbreng van elke bij het samenwerkingsakkoord of een onderdeel ervan betrokken partij veronderstelt. Hoewel elke vorm van samenwerking onvermijdelijk een beperking van de autonomie van de betrokken overheden impliceert, mag het sluiten van een samenwerkingsakkoord waarin voormeld artikel 92*bis* voorziet, niet een uitwisseling, een afstand of een teruggave van bevoegdheden tot gevolg hebben.⁴

Ook moet rekening gehouden worden met het financieel federalisme, dat één van de grondbeginselen van de Belgische staatshervorming uitmaakt, en dat inhoudt dat de bevoegdheid van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten om uitgaven te doen in het raam van hun overheidsbeleid of in de vorm van subsidies aan publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instellingen, afhankelijk is van de materiële bevoegdheid waartoe die geldmiddelen zijn bestemd, onder voorbehoud van eventuele uitzonderingen bepaald bij de Grondwet of een wet aangenomen met een bijzondere meerderheid.⁵

³ *Parl.St.* Senaat 1988, nr. 405/2, 47.

⁴ GwH 3 maart 1994, nr. 17/1994, B.5.3; GwH 8 mei 2014, nr. 73/2014, B.15.2; GwH 3 december 2015, nr. 171/2015, B.12. Zie ook GwH 23 juni 2011, nr. 112/2011, B.3.2, en de vaste adviespraktijk van de Raad van State, o.m.: adv.RvS 45.614/AV van 13 januari 2009 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Vlaamse Gewest van 11 december 2009 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord [van 28 mei 2009] tussen het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest met betrekking tot de implementatie van de bedrijfstoelageregeling', *Parl.St.* VI.Parl. 2009, nr. 109/1, 13-14, opmerking 2.2.2; adv.RvS 52.324/AV/4-52.325/AV/4 van 4 en 14 januari 2013 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 'portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 21 novembre 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif aux articles 42 et 44 de la Convention internationale des droits de l'enfant', *Parl.St.* W.Parl. 2013-14, nr. 1024/1, 5-6, opmerking 3; adv.RvS 61.302/VR van 18 mei 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Vlaamse Gewest van 1 december 2017 'houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 17 juli 2017 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de erkende plaatselijke geloofsgemeenschappen van de erkende erediensten, waarvan het grondgebied meer dan één deelstaat bestrijkt', *Parl.St.* VI.Parl. 2017-18, nr. 1303/1, 21, opmerking 4.1; adv.RvS 63.949/VR/V van 31 juli 2018 over een voorontwerp van ordonnantie van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 20 november 2017 tussen de federale, gewestelijke en gemeenschapsoverheden voor het coördineren van de gegevensverwerking in het gezondheidsbeleid en de bijstand aan personen', opmerking 4.4.

⁵ Zie adv.RvS 26.248/1 van 1 april 1997 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 18 juli 1997 'tot instelling van een programma voor de terbeschikkingstelling van wetenschappelijke onderzoekers ten bate van de universitaire onderwijsinstellingen en de Federale wetenschappelijke instellingen', opmerking 2.1; adv.RvS 47.354/1/3 van 29 oktober 2009 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 18 december 2009 'houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2010', p. 16; adv.RvS 50.972/3 van 23 februari 2012 over een ontwerp van besluit dat heeft geleid tot het besluit van de Vlaamse Regering van 2 maart 2012 'tot wijziging van het Energiebesluit van 19 november 2010, wat betreft de vaststelling van een rentesubsidie voor de leningen toegestaan aan de Lokale Entiteiten die een overeenkomst hebben gesloten met het Fonds ter reductie van de globale energiekost', voetnoot 5.

2. In dit geval zou de vraag kunnen rijzen of de activiteiten van de gespecialiseerde teams niet minstens ten dele zouden vallen onder de aangelegenheid van de “sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale re-integratie” uit artikel 5, § 1, II, 7°, van de BWHI die door de Franse Gemeenschap werd uitgezonderd van de bevoegdheden inzake bijstand aan personen waarvan zij de uitoefening heeft overgedragen aan het Waalse Gewest, waardoor de federale overheid en het Waalse Gewest een deel van haar bevoegdheden zouden uitoefenen en financieren. Dit vraagpunt werd echter reeds uitgeklaard door het Grondwettelijk Hof in antwoord op een vernietigingsberoep dat werd ingesteld tegen onder meer de instemmingsakten met het samenwerkingsakkoord van 1998. Gelet op de gelijklopende taken van deze teams in het ontworpen samenwerkingsakkoord blijft deze beoordeling actueel:

“B.3.4. Uit de analyse van de inhoud van de eigenlijke samenwerkingsakkoorden (B.1.2 en B.1.3) volgt dat het op het getouw gezette samenwerkingsbeleid voor de federale overheid geenszins een afstand inhoudt van haar exclusieve bevoegdheden op strafrechtelijk vlak, noch wat betreft seksuele delinquentie, noch inzake de uitvoering van de straffen. Die akkoorden wijzigen immers geenszins de bevoegdheden van de federale overheid ten aanzien van de vaststelling van de misdrijven en de sancties in verband met seksueel misbruik, noch haar bevoegdheden in verband met de voorwaardelijke invrijheidstelling van de gedetineerde of nog inzake de bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers. De gespecialiseerde psychosociale teams die bij de betwiste akkoorden zijn opgericht in strafinrichtingen en instellingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij, blijven immers onder de exclusieve bevoegdheid van de Minister van Justitie. De steuncentra of de gespecialiseerde voorzieningen die onder het gezag vallen van de Vlaamse ministers die bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid of de bijstand aan personen, en de gespecialiseerde gezondheidsteams die onder de bevoegdheid vallen van de Waalse Minister van Gezondheid, kunnen slechts instaan voor de extrapenitentiaire begeleiding of behandeling van daders van seksuele misdrijven, of, in voorkomend geval, een advies verlenen inzake diagnose en mogelijkheden van behandeling van de daders van seksuele misdrijven die zijn opgesloten of ten aanzien van wie een maatregel tot bescherming van de maatschappij is genomen. In dat geval moeten zij de bevoegdheden van de gespecialiseerde psychosociale teams in de strafinrichtingen en de instellingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij in acht nemen (artikel 9, 1°, van de beide samenwerkingsakkoorden).

B.3.5. Uit wat voorafgaat volgt dat, in tegenstelling tot wat de verzoekende partij betoogt, de federale overheid geen afstand van haar exclusieve bevoegdheden heeft gedaan, noch op het gebied van de uitvoering van de straffen, noch op strafrechtelijk vlak. De samenwerkingsakkoorden hebben enkel tot doel om, overeenkomstig het voormelde artikel 92bis, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, een gecoördineerd beleid in werking te stellen met het oog op de behandeling en de begeleiding van de seksuele delinquenten, een beleid dat, wat het strafrechtelijk aspect ervan betreft, onder de exclusieve bevoegdheid van de federale Staat valt en, onder voorbehoud van wat zal worden onderzocht in het tweede middel, gedeeltelijk onder de eigen bevoegdheden valt die inzake het gezondheidsbeleid en de bijstand aan personen aan de gemeenschappen zijn toegekend, in het bijzonder bij artikel 5, § 1, I, 1°, en II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Daaruit volgt dat de artikelen 39, 127, 128 en 134 van de Grondwet niet geschonden zijn. Overigens, in zoverre het middel is afgeleid uit de schending van artikel 35 van de Grondwet, kan het niet worden aangenomen, aangezien die bepaling niet in werking is getreden.

[...]

B.5.3. Artikel 7 van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en het Waalse Gewest draagt de Waalse Minister van Gezondheid op een netwerk te erkennen van gespecialiseerde gezondheidsteams die minstens aan de in artikel 8 bepaalde criteria beantwoorden. Zowel uit de benaming van die teams als uit de opdrachten die zij moeten vervullen blijkt dat het niet gaat om sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, II, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, maar om een vorm van zorgverstrekking die kan worden ingepast in artikel 5, § 1, I, 1°, van de voormelde bijzondere wet en, voor zover de begeleiding waarin de samenwerkingsakkoorden voorzien ruimer is dan de medische aspecten, een vorm van bijstand aan personen in nood die kan worden ingepast in artikel 5, § 1, II, 2°, van dezelfde bijzondere wet. Bijgevolg betreft het een aangelegenheid die met toepassing van artikel 3 van het decreet II van 22 juli 1993 naar het Waalse Gewest is overgedragen wat het Franse taalgebied betreft.”⁶

Rekening houdend met deze vaststellingen is het terecht dat de Franse Gemeenschap enkel wat betreft de terbeschikkingstelling van de justitieassistenten in het samenwerkingsakkoord betrokken werd, ter uitvoering van de opdrachten die de federale Staat aan de justitiehuisen kan opleggen op basis van het bevoegdheidsvoorbehoud in artikel 5, § 1, III, van de BWHI.⁷

Uit de antwoorden van de gemachtigde blijkt bovendien dat uit de taken van het steuncentrum in vergelijking met het samenwerkingsakkoord van 1998 bewust de taken tot ondersteuning van de justitieassistenten werden weggelaten om te vermijden dat ook de Franse Gemeenschap zou moeten bijdragen in de financiering daarvan. Dit steuncentrum werd de voorbije jaren, anders dan wat de tekst van artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 1998 deed vermoeden, niet alleen door de federale Staat maar ook door het Waalse Gewest gesubsidieerd. Al blijkt de bijdrage van het Waalse Gewest ook nu niet uit de tekst van artikel 4 van het ontworpen samenwerkingsakkoord, de gemachtigde geeft aan dat dit ook in de toekomst zo zal blijven (“Rien n’a été changé à ce sujet.”).

Rekening houdend met het voorgaande kan worden aanvaard dat het samenwerkingsakkoord waaraan beoogd wordt instemming te verlenen, geen uitwisseling, afstand of teruggave van bevoegdheden tot gevolg heeft. Wel moet artikel 4 van het ontworpen samenwerkingsakkoord worden aangevuld om de bijdrage van het Waalse Gewest in de subsidiëring van het steuncentrum te laten blijken.

⁶ Zie GwH 13 juli 2001, nr. 101/2001.

⁷ Zie artikel 5, § 1, III, tweede lid, van de BWHI: “Niettemin bepaalt de federale overheid de opdrachten die de justitiehuisen of, in voorkomend geval, de andere diensten van de gemeenschappen die deze overnemen, uitoefenen in het kader van de gerechtelijke procedure of de uitvoering van gerechtelijke beslissingen.”

3. Er bestaat in beginsel geen bezwaar tegen het sluiten van asymmetrische samenwerkingsakkoorden of het aangaan van een asymmetrische samenwerking⁸. Er is dus, vanuit het oogpunt van de regels inzake bevoegdheidsverdeling, als dusdanig geen bezwaar tegen het feit dat alleen de federale Staat, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bij het voorliggende samenwerkingsakkoord worden betrokken.

Wel moet de federale Staat bij de uitwerking van de samenwerking rekening houden met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en van federale loyaliteit. Dat betekent dat de federale Staat op het stuk van de samenwerking de drie gemeenschappen (alsook het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, aangezien het gaat om gemeenschapsbevoegdheden die aan hen zijn overgedragen) zo moet behandelen dat de afstemming op het beleid van de federale Staat ten goede kan komen aan de instellingen die onder elke entiteit ressorteren, en dientengevolge ook aan de personen ten dienste van wie die instellingen staan. De federale Staat dient dan ook alles in het werk te stellen om tot een samenwerking te komen met de verschillende overheden die ter zake bevoegd zijn, met als doel dat personen niet, of zo weinig mogelijk, verschillend worden behandeld vanwege een asymmetrie in de aangegane samenwerkingen.⁹

In dat verband lichtte de gemachtigde toe dat er op dit moment ook interfederale werkgroepen actief zijn met het oog op de actualisatie van het door de federale overheid omtrent dezelfde problematiek eveneens in 1998 gesloten samenwerkingsakkoord met de Vlaamse Gemeenschap,¹⁰ en van dat in 1999 gesloten met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie,¹¹ en met het oog op het sluiten van een samenwerkingsakkoord over de problematiek met de Duitstalige Gemeenschap.¹²

⁸ Advies 61.026/VR van 5 april 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 30 juni 2017 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het beheer van de dienst voor de regularisatie van gewestelijke belastingen en niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en de oprichting van een regularisatiesysteem van niet uitsplitsbare fiscaal verjaarde kapitalen en het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid en het Vlaamse Gewest met betrekking tot de regularisatie van niet uitsplitsbare bedragen' (*Parl.St.* Kamer 2016-17, nr. 54-2473/001, 10-22).

⁹ Zie in dezelfde zin advies 73.972/VR van 28 september 2023 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het gezamenlijk decreet en ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 december 2023 'betreffende de organisatie van de ambulante sector en de eerste lijn voor welzijn en gezondheid in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad' (*Parl.St.* Ver.Verg. Gem. Gem.Comm. 2023-24, nr. B-173/1, 43-44) en advies 68.632/1 van 29 januari 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 december 2021 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juni 2021 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over de afstemming van het arbeidsmarktbeleid, opleiding, vorming en de bevordering van de mobiliteit van werkzoekenden' (*Parl.St.* Br.Parl. 2021-22, nr. A-409/1, 13-18).

¹⁰ Zie het samenwerkingsakkoord van 8 oktober 1998 tussen de federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap 'inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik'.

¹¹ Zie het samenwerkingsakkoord van 12 april 1999 tussen de federale Staat, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie 'inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik'.

¹² De Duitstalige Gemeenschap sloot zich aan bij het samenwerkingsakkoord met het Waalse Gewest en voegde twee centra voor geestelijke gezondheidszorg toe aan het Waalse netwerk van begeleidings/behandelingscentra, zie *Parl.St.* Senaat 1998-99, nr. 1-1166/2, 24.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679,¹³ gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan, alsook met artikel 28, § 2, van richtlijn (EU) 2016/680¹⁴ en in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te worden geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

In casu moeten de wetten en decreten waarbij instemming wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord, worden beschouwd als wetgevingsmaatregelen die verband houden met een verwerking van persoonsgegevens, daar het samenwerkingsakkoord waarmee wordt ingestemd voorziet in de anonimisering van persoonsgegevens met het oog op wetenschappelijk onderzoek (zie algemene opmerking).

Bijgevolg dienen de instemmingswet en de instemmingsdecreten voor advies te worden voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.¹⁵

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

2. Dit laatste geldt ook voor eventuele wijzigingen die zouden voortvloeien uit het advies van het College van procureurs-generaal dat blijkt uit de notificatie van de Ministerraad ook gevraagd werd, tezelfdertijd als het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

¹³ Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

¹⁴ Richtlijn (EU) 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad’.

¹⁵ Niettegenstaande de toepasselijkheid van richtlijn (EU) 2016/680, aangezien het samenwerkingsakkoord betrekking heeft op “tenuitvoerlegging van straffen, met inbegrip van de bescherming tegen en de voorkoming van gevaren voor de openbare veiligheid” in de zin van artikel 1, lid 1, van die richtlijn, lijkt het advies van het Controleorgaan op de politionele informatie niet te moeten worden ingewonnen, nu de verwerkte persoonsgegevens voor zover de Raad van State kon nagaan geen politionele informatie zoals onder meer bedoeld in afdeling 12 van hoofdstuk 4 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt betreffen, en de verwerking ervan niet gebeurt door een van de in artikel 26, § 1, 7°, van de wet van 30 juli 2018 opgesomde bevoegde entiteiten (dat geen melding maakt van de justitie-assistenten of steuncentra). Mocht dat toch het geval zijn, moet ook dat orgaan worden geraadpleegd overeenkomstig artikel 28, lid 2, van richtlijn (EU) 2016/680, gelezen in samenhang met artikel 236 van de wet van 30 juli 2018.

ONDERZOEK VAN DE VOORONTWERPEN VAN WET EN VAN DECREET

VOORONTWERP VAN WET

OPSCHRIFT

In de Nederlandse tekst van het opschrift ontbreekt het woord “samenwerkingsakkoord” tussen de woorden “het” en “tussen”, wordt “assentiment à” beter vertaald door “instemming met” dan door “goedkeuring van”, en dient het lidwoord “het” in plaats van “de” te worden gebruikt bij het “Waalse Gewest”.

Artikel 2

In de Nederlandse tekst van artikel 2 van het voorontwerp van wet wordt beter gesproken over “Instemming wordt verleend aan ...” dan “... wordt goedgekeurd”, en dient het lidwoord “het” in plaats van “de” te worden gebruikt bij het “Waalse Gewest”.

In de Franse tekst van artikel 2 van het voorontwerp van wet wordt beter gesproken over “Assentiment est donné à ...” dan “... est approuvé”, en moeten de woorden “la Communauté germanophone” vervangen worden door de woorden “la Communauté française et la Région Wallonne”.

VOORONTWERP VAN DECREET VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

In het opschrift dient gesproken te worden over “assentiment à” in plaats van “assentiment de”.

SAMENWERKINGSAKKOORD

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. Verwerking van persoonsgegevens

In een aantal bepalingen van het samenwerkingsakkoord worden de verschillende genoemde instanties verplicht mee te werken aan “een gegevensregistratiemodel”. Naar aanleiding van een vraag over die verplichting en of daarover achteraf nog een samenwerkingsakkoord zal worden gesloten, hebben de gemachtigden van de ministers de volgende uitleg gegeven:

“Les données enregistrées seront anonymisées. Pour les opérateurs dépendant de la Région wallonne, il s’agit d’un enregistrement sécurisé dans le coffre-fort des données de santé de la plate-forme numérique des données de santé reconnue par le biais du décret du 16 octobre 2015 insérant certaines dispositions dans le Code wallon de l’Action sociale et de la Santé, relatives à la reconnaissance d’une plate-forme d’échange électronique des données de santé, publié au moniteur belge du 30 octobre 2015.

La plate-forme est tiers anonymisateur des données qu'elle met, ensuite, à la disposition de l'AVIQ, dans le respect des règles applicables en matière de RGPD.

Un accord de coopération d'exécution consacrera les modalités entre les entités.

L'AC d'exécution ne peut avoir de disposition à portée réglementaire, çàd qu'il doit se contenter de fixer des modalités d'exécution sans créer de nouveaux droits/obligations. Le noyau dur créateur de droit doit se trouver dans l'AC législatif.

Il est important d'avoir en tête les délais des derniers GW. Si l'AC d'exécution n'est même pas en cours de rédaction il va falloir mettre les bouchées double pour espérer une adoption avant la fin de la législature (dernier GW le 6/6/24 --- possibilité d'adopter encore jusqu'au 18/7 pour autant que la procédure ait été initiée avant : exemple 1^{ère} lecture fin avril)".

De verplichting om mee te werken aan "een gegevensregistratiemodel" lijkt dus in feite te slaan op de invoering van een regeling voor de anonimisering van gegevens. Dat komt neer op een vorm van "passende waarborgen (...) voor de rechten en vrijheden van de betrokkene" waardoor de inachtneming van het beginsel van minimale gegevensverwerking kan worden gewaarborgd, zoals artikel 89 van de AVG voorschrijft.

Ten aanzien van de artikelen 5 en 89 van de AVG is het op zich niet problematisch dat de verschillende actoren, bedoeld in het samenwerkingsakkoord, de verwerkte gegevens aldus hergebruiken om ze door te geven aan een platform van een derde partij dat belast is met het anonimiseren van de gegevens, voordat deze worden doorgegeven met het oog op wetenschappelijk onderzoek (de evaluatie van het beleid kan worden beschouwd als een wetenschappelijk onderzoeksdoel). Los daarvan, valt dat hergebruik niet - althans niet duidelijk - uit het samenwerkingsakkoord af te leiden.

Het dispositief dient derhalve nauwkeuriger te worden gesteld zodat het nagestreefde doel duidelijk wordt verwoord.

Het is hoe dan ook niet gepast om in het dispositief uitdrukkelijk te verwijzen naar de memorie van toelichting.

Bovendien voorziet het voorliggende samenwerkingsakkoord niet dat een uitvoerend samenwerkingsakkoord zal worden gesloten om die anonimisering te regelen.

Het dispositief moet ook op dat punt worden aangevuld.

II. Overeenstemming van de talen

Met het oog op de overeenstemming van de talen dient er een grondig nazicht te gebeuren van de tekst van het samenwerkingsakkoord, in het bijzonder van de Nederlandse tekst. Zo kan bijvoorbeeld gewezen worden op het volgende:

– in artikel 1, 1°, wordt in de Franse tekst gesproken over "l'autorité compétente" en in de Nederlandse over de "erkende overheid" (waarbij de Franse tekst correct lijkt te zijn);

– in artikel 2 wordt in de Franse tekst gesproken over “soupçonnée” en in de Nederlandse over “van wie wordt vermoed” (waarmee allicht “die ervan verdacht wordt” wordt bedoeld);

– in artikel 2, 5°, wordt in de Franse tekst verwezen naar artikel 216ter van het Wetboek van Strafvordering en in de Nederlandse naar artikel 216 (waarbij de Franse tekst correct lijkt te zijn);

– in voetnoot 1 bij artikel 3 wordt in de Franse tekst gesproken over “un travail de réflexion quant aux faits et aux éléments propres et externes liés à leur survenance” en in de Nederlandse tekst over “een denkoefening met betrekking tot de eigen en externe feiten en elementen die verband houden met het zich voordoen ervan” (waarmee allicht “een denkoefening met betrekking tot de feiten en de eigen en externe elementen die verband houden met het zich voordoen daarvan” bedoeld wordt);

– in artikel 5, onderdeel ‘Criteria’, 1°, wordt in de Franse tekst gesproken over “responsabilité juridique” en in de Nederlandse over “rechtspersoonlijkheid” (waarbij de Nederlandse tekst correct lijkt te zijn);

– in artikel 5, onderdeel ‘Taken van de gespecialiseerde gezondheidsteams’, 1°, wordt in de Franse tekst gesproken over “compétences” en in de Nederlandse over “competenties” (waarmee allicht “bevoegdheden” bedoeld worden);

– in artikel 5, onderdeel ‘Taken van de gespecialiseerde gezondheidsteams’, 2° en 3°, wordt in de Franse tekst gesproken over “la convention”, begrip dat gedefinieerd wordt in artikel 1, 8°, en in de Nederlandse over “prestatieverbintenis”, terwijl in de Nederlandse tekst van artikel 1, 8°, het begrip “overeenkomst” wordt gedefinieerd;

– in artikel 5, onderdeel ‘Taken van de gespecialiseerde gezondheidsteams’, 2°, wordt in de Franse tekst gesproken over het vermelden in de beslissing van “l’obligation de mettre en place un suivi spécialisé” en in de Nederlandse over het vermelden van “de naam van het gespecialiseerde gezondheidsteam”;

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

In de Nederlandse tekst van het opschrift dient gesproken te worden over het “Waalse” Gewest in plaats van het “Waals” Gewest.

Artikel 1

Op de vraag wat de bewoordingen “inrichting(en) of diensten georganiseerd door de federale regering voor de bescherming van de maatschappij” en “instelling erkend door de erkende overheid en georganiseerd door een particuliere instelling die gepaste zorg kan verstrekken aan de gedetineerde” inhouden, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Il s’agit ici de l’Établissement de défense sociale de Paifve, des centres de psychiatrie légale ainsi que les centres ‘autres’ (les Marronniers par exemple) susceptibles d’accueillir des internés.”

Artikel 2

Gelet op de memorie van toelichting, moet de opsomming in artikel 2, 7°, worden aangevuld met een verwijzing naar artikel 34^{quater} van het Strafwetboek.

Artikel 3

In verband met de vraag wat de normatieve strekking is van de lijst van psychosociale teams die als bijlage bij het samenwerkingsakkoord wordt gevoegd, dient te worden verwezen naar het voornoemde arrest nr. 101/2001 van het Grondwettelijk Hof van 13 juli 2001, waarin het volgende wordt gesteld:

“Hoewel een bijlage in beginsel integraal deel uitmaakt van het samenwerkingsakkoord en de instemmingsakte daaraan dezelfde juridische aard toekent als aan het akkoord zelf, dient te worden opgemerkt dat zulks te dezen niet het geval is: de toevoeging en de wijziging van de lijst vermeld in de betwiste bijlagen I en III hebben niet het voorwerp uitgemaakt van een akkoord tussen de partijen die de samenwerkingsakkoorden hebben gesloten, aangezien het opmaken van die lijsten aan de unilaterale beslissingsbevoegdheid van de Minister van Justitie werd overgelaten. Daaruit volgt dat bovenbedoelde bijlagen aan de toetsingsbevoegdheid van het Hof ontsnappen”.¹⁶

Artikel 5

Wat betreft de “Criteria”, 5°, dienen de woorden “bedoeld in artikel 5” te worden geschrapt, aangezien die verwijzing zelf ook al in artikel 5 staat.

Overigens stemmen de gemachtigden van de ministers ermee in dat wat betreft de “taken van de gespecialiseerde gezondheidsteams”, 1°, niet alleen moet worden verwezen naar de psychosociale teams van de strafinrichtingen en van de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij, maar tevens naar die van de inrichtingen die ressorteren onder de bevoegdheid van de Waalse minister van Gezondheid.

¹⁶ Overweging B.7.2. Zie eveneens RvS 25 maart 1999, nr. 75.517, vzw *Centrum voor actieonderzoek en seksuocriminele consultaties*, afgekort als “CASC”.

Artikel 7

Er moet een definitie worden gegeven van hetgeen wordt bedoeld met "de Brusselse, Vlaamse en Duitstalige begeleidingscomités", onder verwijzing naar de normen waarbij die comités worden opgericht.

Overigens dient in de Nederlandse tekst het lidwoord "het" in plaats van "de" te worden gebruikt bij de woorden "begeleidingscomité" en "jaarverslag".

Artikel 10

Rekening houdende met de regel afgeleid uit artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, in samenhang gelezen met artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', alsook met artikel 56 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, volgens welke een samenwerkingsakkoord dat aan de parlementen ter instemming is voorgelegd in werking treedt op de tiende dag te rekenen vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het laatste wetgevende instrument van instemming met het akkoord, is het niet nodig dat het samenwerkingsakkoord een bijzondere bepaling bevat met betrekking tot zijn inwerkingtreding, tenzij de partijen een specifieke datum van inwerkingtreding wensen op te geven, hetgeen *in casu* niet het geval lijkt te zijn.

Artikel 10 moet bijgevolg worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Wim GEURTS

Patrick RONVAUX